



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 55.592/2
du 10 mars 2014

advies 55.592/2
van 10 maart 2014

un

over

sur un avant-projet de loi
'relatif aux sociétés
immobilières réglementées'

een voorontwerp van wet
'betreffende de
gereguleerde
vastgoedvennootschappen'

Le 3 mars 2014, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre des Finances à communiquer un avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un avant-projet de loi 'relatif aux sociétés immobilières réglementées'.

L'avant-projet a été examiné par la deuxième chambre le 10 mars 2014. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, conseiller d'État, président, Martine BAGUET et Luc DETROUX, conseillers d'État, Yves DE CORDT et Marianne DONY, assesseurs, et Bernadette VIGNERON, greffier.

Le rapport a été présenté par Jean-Luc PAQUET, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 10 mars 2014.

*

Op 3 maart 2014 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Financiën verzocht binnen een termijn van vijf werkdagen een advies te verstrekken over een wetsontwerp 'betreffende de gereguleerde vastgoedvennootschappen'.

Het voorontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 10 maart 2014. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, staatsraad, voorzitter, Martine BAGUET en Luc DETROUX, staatsraden, Yves DE CORDT en Marianne DONY, assessoren, en Bernadette VIGNERON, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Jean-Luc PAQUET, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 10 maart 2014.

*

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

« Un avant-projet de loi relative aux organismes de placement collectif et à leurs gestionnaires, transposant la directive 2011/61/UE du Parlement européen en du Conseil du 8 juin 2011 sur les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs et modifiant les directives 2003/41/CE et 2009/65/CE ainsi que les règlements (CE) n° 1060/2009 et (UE) n° 1095/2010, sera déposé sous peu. Suite aux obligations imposées par le droit européen, les sociétés d'investissement soumises à cette loi devront demander leur agrément le 22 juillet 2014 au plus tard.

Eu égard à la spécificité des SICAF immobilières, le présent projet de loi a pour objectif d'éviter l'application automatique des règles auxquels sont soumis les fonds d'investissement alternatif, ce qui aurait des conséquences très importantes sur l'organisation de ces SICAF immobilières. En ce sens l'avant-projet introduit une possibilité pour les SICAF immobilières de modifier leur objet et de demander leur agrément comme société immobilière réglementée. Cette modification suppose une modification des statuts des sociétés concernées ainsi qu'un agrément par la FSMA.

Or, à elle seule, l'organisation par une société cotée d'une assemblée générale de modification de la clause relative à l'objet prend au minimum 3 à 4 mois (réunion du conseil d'administration, préparation des rapports, convocation d'une première assemblée générale, souvent première assemblée générale de carence, convocation d'une deuxième assemblée générale). Pour permettre aux sociétés concernées de prendre les mesures nécessaires, le projet de loi devrait donc être voté[e] au moins 3 à 4 mois avant le 22 juillet 2014. Il est donc impératif que le projet soit voté au plus tard au cours du mois de mars et en tout cas avant la dissolution des chambres le 15 avril 2014 ».

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

EXAMEN DE L'AVANT-PROJET

DISPOSITIF

Article 1^{er}

Comme l'article 82 porte sur les compétences de la section du contentieux administratif du Conseil d'État, l'article 1^{er} doit annoncer que l'avant-projet règle une matière visée tant à l'article 77 qu'à l'article 78 de la Constitution.

Article 2

1. Au 27°, la définition des « liens étroits » confirme l'acception du terme « lien » mais ne précise pas selon quels critères ce lien peut être qualifié d'« étroit ».

2. Il n'est pas fait mention de l'arrêté royal du 26 septembre 2006, défini au 39°, dans l'avant-projet.

Le 39° sera donc omis.

3. L'arrêté royal du 7 décembre 2010, défini au 40°, n'est pas mentionné dans les dispositions autonomes de l'avant-projet. Il n'apparaît que dans les dispositions du Code des impôts sur les revenus 1992 remplacées par les articles 85 et 96 de l'avant-projet.

Le 40° n'est donc pas pertinent et doit être omis.

Article 4

1. Selon l'article 4, § 1^{er}, du projet, la SIR (Société immobilière réglementée) peut exercer l'activité autorisée par le biais d'une société dans laquelle elle détient une participation. La section de législation du Conseil d'État se demande si cette marge de manœuvre ou cette possibilité ne comporte pas un risque d'abus en ce qu'une holding ayant des activités autres qu'immobilières pourrait obtenir l'agrément en se prévalant de l'activité d'une autre société, même si elle n'y détient pas une participation de contrôle au sens de l'article 5 du Code des sociétés.

2. La question se pose de savoir, si à la fin du texte néerlandais du paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, il n'y a pas lieu, comme dans la version française », d'insérer les mots « , vi tot x, » après les mots « artikel 2, 5° » .

3. Le paragraphe 3, alinéa 1^{er}, prévoit une habilitation au Roi pour « adapter, compléter ou détailler les critères prévus au paragraphe 2, notamment en fonction des directives et recommandations de l'Autorité européenne des marchés financiers ».

Par l'usage de l'adverbe « notamment », cette habilitation peut être mise en œuvre sans être limitée à la prise en compte de ces directives et recommandations.

Ceci est admissible lorsqu'il s'agit de « détailler » les critères en question mais pas de les « adapter » ou de les « compléter ».

Le texte sera revu en conséquence.

Article 9

La distinction entre l'objet de l'habilitation conférée aux alinéas 1^{er} et 2 du paragraphe 2 respectivement à la FSMA et au Roi sur avis de la FSMA n'apparaît pas clairement.

Article 11

La non-applicabilité de l'article 440 du Code des sociétés, prévue par le paragraphe 3, est expliquée comme suit dans le commentaire de la disposition :

« L'article 440 du Code des sociétés est relatif au plan financier. Cette disposition a paru inappropriée car le Roi peut imposer des obligations plus lourdes en matière de plan financier comme condition d'agrément ».

Il résulte de cette explication que la non-applicabilité de l'article 440 du Code des sociétés est la conséquence d'arrêtés que le Roi aurait la faculté d'adopter.

Le Conseil d'État n'aperçoit toutefois pas quelle disposition de l'avant-projet contient pareille habilitation.

En toute hypothèse, comme l'intention consiste à conférer une habilitation à exercer de manière facultative par le Roi, mieux vaudrait, afin d'éviter un éventuel vide juridique, ne pas exclure l'applicabilité de tout en prévoyant la possibilité pour le Roi, dans les dispositions pertinentes de l'avant-projet contenant l'habilitation concernée, de déroger aux règles prévues par cet article 440. Telle est par exemple la technique mise en œuvre par l'article 51 de l'avant-projet en ce qui concerne l'applicabilité de l'article 92 du Code des sociétés.

Article 14

1. Au paragraphe 4, alinéa 4, la section de législation du Conseil d'État se demande si l'intention de l'auteur de l'avant-projet est bien de ne soumettre à l'approbation préalable de l'autorité de contrôle que la nomination des personnes visées à l'alinéa 1^{er} et non leur renouvellement, leur non-renouvellement, leur révocation ou leur démission.

2. Au paragraphe 4, alinéas 5, *in fine*, et 6, *initio*, compte tenu de l'article 2, 31°, il convient d'écrire « BNB » plutôt que « Banque ».

Article 22

Dans la phrase introductive et à l'alinéa 2, il faut remplacer les mots « du présent arrêté » par les mots « de la présente loi ».

Article 24

Au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, il convient de rédiger la version française comme la version néerlandaise et de remplacer en conséquence la virgule après le mot « lié » par la conjonction « ou ».

Article 27

Dans la première phrase, il conviendrait d'ajouter le mot « d'émission » après le mot « prix ».

Article 50

Au paragraphe 4, alinéa 2, la notion de « cas spéciaux » n'est pas suffisamment précise pour habilitier la FSMA à déroger aux exigences fixées par le Roi quant au contenu des rapports faisant l'objet de la disposition à l'examen.

Soit cette habilitation sera précisée, soit l'alinéa 2 sera omis.

La même observation vaut, *mutatis mutandis*, pour l'article 53, alinéa 4.

Article 65

L'article 327, § 5, du Code des impôts sur les revenus 1992 a été abrogé par la loi du 15 mars 1999 'relative au contentieux en matière fiscale'; l'article 65, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'avant-projet doit être adapté en conséquence.

Articles 66 et 79

Du rapprochement des articles 66, § 2, et 79 – qui prévoit des sanctions pénales –, il ressort que, compte tenu notamment de la rédaction particulièrement large de l'article 66, § 2, qui permet à la FSMA de prononcer des amendes administratives « lorsqu'elle constate une infraction aux dispositions de la présente loi ou aux mesures prises en exécution de celle-ci », les incriminations pénales peuvent concerner également des comportements susceptibles de faire l'objet de sanctions administratives, lesquelles peuvent revêtir la nature de sanctions pénales au sens de l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme et l'article 14, § 7, du Pacte international 'relatif aux droits civils et politiques'.

En ce qui concerne le cumul de ces deux types de sanctions, il convient de renvoyer à l'observation générale 1 de l'avis 52.870/2 donné le 5 mars 2013 sur l'avant-projet devenu la loi du 30 juillet 2013 'visant à renforcer la protection des utilisateurs de produits et services financiers ainsi que les compétences de l'Autorité des services et marchés financiers, et portant des dispositions diverses (I)' ¹.

Il est également renvoyé en ce sens à l'arrêt *Grande Stevens e.a. c. Italie* prononcé le 4 mars 2014 par la Cour européenne des droits de l'homme.

Articles 77 et 78

Aucune disposition de l'avant-projet ne paraît correspondre à ce qu'annonce le commentaire figurant sous le sous-titre « Article 77 ».

Par ailleurs, le commentaire de l'article 78 semble porter sur ce qui correspond à la fois aux articles 77 et 78 du dispositif.

La correspondance entre le dispositif et le commentaire sera rétablie.

Article 104

La référence faite par le paragraphe 2 à l'article 36, §§ 2 et 3, est erronée. Elle sera rectifiée.

Plus fondamentalement, la délégation au Roi du pouvoir de déterminer les conditions d'agrément applicables dans le cadre de ce changement de statut est excessive dès lors que c'est « en dérogation du chapitre 2 [du titre II] de la présente loi » que ce pouvoir serait exercé.

Il appartient au législateur de déterminer lui-même quelles dérogations aux conditions normales d'agrément il estime nécessaires de prévoir dans le cadre particulier de cette mesure transitoire.

¹ *Doc. parl.*, Chambre, 2012-2013, n° 2872/1, pp. 106 à 118 ; dans le même sens, l'avis 54.963/2 donné le 22 janvier 2014 sur un avant-projet de loi 'relative au statut et au contrôle des planificateurs financiers indépendants et à la fourniture de consultations en planification financière par des entreprises réglementées', observation formulée sur les articles 39 à 40 (*Doc. parl.*, Chambre, 2013-2014, n° 3393/1, pp. 57 à 68).

Article 105

Le renvoi fait par l'alinéa 3 à l'article 8, § 1^{er}, alinéa 2, de l'avant-projet est erroné et sera corrigé.

Article 107

L'article 107 charge le Roi de fixer la date d'entrée en vigueur de l'avant-projet sur avis de la FSMA.

Les prérogatives du législateur seraient mieux respectées si une date limite était prévue, à laquelle l'avant-projet entrerait en vigueur sans que le Roi ne doive intervenir ².

*

² *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandations n^{os} 154 à 154.1.2 et formule F-4-5-2-1.

Overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt die motivering in de brief aldus:

“Un avant-projet de loi relative aux organismes de placement collectif et à leurs gestionnaires, transposant la directive 2011/61/UE du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2011 sur les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs et modifiant les directives 2003/41/CE et 2009/65/CE ainsi que les règlements (CE) n° 1060/2009 et (UE) n° 1095/2010, sera déposé sous peu. Suite aux obligations imposées par le droit européen, les sociétés d'investissement soumises à cette loi devront demander leur agrément le 22 juillet 2014 au plus tard.

Eu égard à la spécificité des SICAF immobilières, le présent projet de loi a pour objectif d'éviter l'application automatique des règles auxquels sont soumis les fonds d'investissement alternatif, ce qui aurait des conséquences très importantes sur l'organisation de ces SICAF immobilières. En ce sens l'avant-projet introduit une possibilité pour les SICAF immobilières de modifier leur objet et de demander leur agrément comme société immobilière réglementée. Cette modification suppose une modification des statuts des sociétés concernées ainsi qu'un agrément par la FSMA.

Or, à elle seule, l'organisation par une société cotée d'une assemblée générale de modification de la clause relative à l'objet prend au minimum 3 à 4 mois (réunion du conseil d'administration, préparation des rapports, convocation d'une première assemblée générale, souvent première assemblée générale de carence, convocation d'une deuxième assemblée générale). Pour permettre aux sociétés concernées de prendre les mesures nécessaires, le projet de loi devrait donc être voté[e] au moins 3 à 4 mois avant le 22 juillet 2014. Il est donc impératif que le projet soit voté au plus tard au cours du mois de mars et en tout cas avant la dissolution des chambres le 15 avril 2014”.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voormelde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET VOORONTWERP

DISPOSITIEF

Artikel 1

Aangezien artikel 82 betrekking heeft op de bevoegdheden van de afdeling Bestuursrechtspraak van de Raad van State dient in artikel 1 aangekondigd te worden dat het

voorontwerp een aangelegenheid regelt als bedoeld zowel in artikel 77 als in artikel 78 van de Grondwet.

Artikel 2

1. Met de definitie van het begrip “nauwe banden” wordt in de bepaling onder 27° de betekenis bevestigd van het woord “band”, maar wordt niet nader bepaald op grond van welke criteria die band als “nauw” kan worden bestempeld.

2. In het voorontwerp wordt geen melding gemaakt van het koninklijk besluit van 26 september 2006, waarvan het opschrift gegeven wordt in de bepaling onder 39°.

De bepaling onder 39° dient derhalve te vervallen.

3. Het koninklijk besluit van 7 december 2010, waarvan het opschrift gegeven wordt in de bepaling onder 40°, wordt niet vermeld in de op zichzelf staande bepalingen van het voorontwerp. Het wordt pas vermeld in de bepalingen van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, die vervangen worden bij de artikelen 85 en 96 van het voorontwerp.

De bepaling onder 40° is derhalve niet relevant en dient te vervallen.

Artikel 4

1. Volgens artikel 4, § 1, van het ontwerp, kan de GVV (gereguleerde vastgoedvennootschap) de toegelaten activiteit uitoefenen via een vennootschap waarin zij een deelneming bezit. De afdeling Wetgeving van de Raad van State vraagt zich af of deze handelingsruimte of deze mogelijkheid geen risico op misbruik inhoudt, doordat een holding die nog andere activiteiten dan alleen vastgoedactiviteiten uitoefent de vergunning zou kunnen krijgen door zich te beroepen op de activiteit van een andere vennootschap, zelfs al heeft ze daarin geen controledaarneming in de zin van artikel 5 van het Wetboek van Vennootschappen.

2. De vraag rijst of ook aan het einde van de Nederlandse tekst van paragraaf 1, eerste lid, net als in de Franse versie, de woorden “, vi tot x,” moeten worden toegevoegd na de woorden “artikel 2, 5°”.

3. In paragraaf 3, eerste lid, wordt de Koning gemachtigd om “de in paragraaf 2 vermelde criteria aan (te) passen, aan (te) vullen of (te) specificeren, inzonderheid in functie van de richtlijnen en aanbevelingen van de Europese Autoriteit voor Effecten en Markten”.

Door het gebruik van het bijwoord “inzonderheid” kan aan deze machtiging uitvoering gegeven worden zonder dat deze beperkt moet blijven tot het in aanmerking nemen van die richtlijnen en aanbevelingen.

Dat kan worden aanvaard wat betreft het “specificeren” van de desbetreffende criteria, maar niet wat betreft het “aanpassen” of het “aanvullen” ervan.

De tekst behoort dienovereenkomstig te worden herzien.

Artikel 9

Het onderscheid tussen hetgeen waartoe respectievelijk de FSMA en de Koning gemachtigd worden in het eerste en het tweede lid van paragraaf 2 is niet duidelijk.

Artikel 11

Het feit dat in paragraaf 3 bepaald wordt dat artikel 440 van het Wetboek van Vennootschappen niet van toepassing is, wordt als volgt uitgelegd in de commentaar bij het artikel:

“Artikel 440 van het Wetboek van vennootschappen heeft betrekking op het financieel plan. Deze bepaling wordt niet relevant geacht vermits de Koning zwaardere verplichtingen kan opleggen voor wat het financieel plan betreft als vergunningsvoorwaarde.”

Uit die uitleg vloeit voort dat artikel 440 van het Wetboek van Vennootschappen niet van toepassing is als gevolg van besluiten die door de Koning zouden kunnen worden uitgevaardigd.

De Raad van State ziet evenwel niet in welke bepaling van het voorontwerp een dergelijke machtiging bevat.

Aangezien het de bedoeling is om een machtiging te verlenen waaraan op facultatieve wijze uitvoering gegeven kan worden door de Koning, zou het hoe dan ook beter zijn, ten einde een eventueel juridisch vacuüm te voorkomen, om niet uit te sluiten dat alles van toepassing kan zijn, door in de relevante bepalingen van het voorontwerp waarin de desbetreffende machtiging vervat ligt, te voorzien in de mogelijkheid voor de Koning om af te wijken van de regels die vastgesteld zijn in dat artikel 440. Dat is bij voorbeeld de werkwijze die toegepast wordt in artikel 51 van het voorontwerp wat de toepasselijkheid van artikel 92 van het Wetboek van Vennootschappen betreft.

Artikel 14

1. Met betrekking tot paragraaf 4, vierde lid, vraagt de afdeling Wetgeving van de Raad van State zich af of het wel de bedoeling is van de steller van het voorontwerp om alleen de benoeming van de personen, bedoeld in het eerste lid, vooraf ter goedkeuring voor te leggen aan de toezichthouder en niet ook de hernieuwing of de niet-hernieuwing van die benoeming en de afzetting of het ontslag van die personen.

2. Rekening houdend met artikel 2, 31°, behoort in paragraaf 4, vijfde lid, *in fine*, en in het zesde lid, *initio*, “NBB” geschreven te worden in plaats van “Bank”.

Artikel 22

In de inleidende zin en in het tweede lid dienen de woorden “dit besluit” vervangen te worden door de woorden “deze wet”.

Artikel 24

In paragraaf 1, tweede lid, behoort de Franse tekst gesteld te worden zoals de Nederlandse tekst en dient bijgevolg de komma na het woord “lié” vervangen te worden door het voegwoord “ou”.

Artikel 27

In de eerste zin zou het woord “prijs” vervangen moeten worden door het woord “uitgifteprijs”.

Artikel 50

In paragraaf 4, tweede lid, is het begrip “bijzondere gevallen” niet duidelijk genoeg ten einde de FSMA te machtigen om af te wijken van de vereisten vastgesteld door de Koning wat betreft de inhoud van de verslagen waarop de voorliggende bepaling betrekking heeft.

Ofwel dient deze machtiging nader te worden bepaald, ofwel behoort dat tweede lid te vervallen.

Dezelfde opmerking geldt, *mutatis mutandis*, voor artikel 53, vierde lid.

Artikel 65

Artikel 327, § 5, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 is opgeheven bij de wet van 15 maart 1999 ‘betreffende de beslechting van fiscale geschillen’; artikel 65, § 1, eerste lid, van het voorontwerp moet dienovereenkomstig worden aangepast.

Artikelen 66 en 79

Uit het in onderlinge samenhang lezen van de artikelen 66, § 2, en 79 – waarin strafrechtelijke straffen worden vastgesteld – blijkt dat inzonderheid gelet op de bijzonder ruim gestelde tekst van artikel 66, § 2, dat de FSMA de mogelijkheid biedt om administratieve geldboetes op te leggen “wanneer zij een overtreding vaststelt van de bepalingen van deze wet of de met toepassing ervan genomen maatregelen”, de tenlasteleggingen in strafzaken ook betrekking kunnen hebben op gedragingen waarvoor administratieve sancties kunnen worden opgelegd die kunnen worden aangemerkt als strafrechtelijke sancties in de zin van artikel 6 van

het Europees Verdrag voor de rechten van de mens en artikel 14, lid 7, van het Internationaal Verdrag 'inzake burgerrechten en politieke rechten'.

Wat het cumuleren van deze twee types sancties betreft, behoort verwezen te worden naar algemene opmerking 1 van advies 52.870/2, op 5 maart 2013 verstrekt over een voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 30 juli 2013 'tot versterking van de bescherming van de afnemers van financiële producten en diensten alsook van de bevoegdheden van de Autoriteit voor Financiële Diensten en Markten en houdende diverse bepalingen (I)'.¹

Er wordt eveneens in die zin verwezen naar het arrest Grande Stevens e.a. tegen Italië, uitgesproken op 4 maart 2014 door het Europees Hof voor de rechten van de mens.

Artikelen 77 en 78

Geen enkele bepaling van het voorontwerp lijkt overeen te stemmen met hetgeen aangekondigd wordt in de commentaar onder de bijtitel "Artikel 77".

Overigens lijkt de commentaar bij artikel 78 betrekking te hebben op hetgeen overeenstemt met zowel artikel 77 als artikel 78 van het dispositief.

Er behoort gezorgd te worden voor overeenstemming tussen het dispositief en de commentaar bij de artikelen.

Artikel 104

De verwijzing in paragraaf 2 naar artikel 36, §§ 2 en 3, is onjuist. Deze verwijzing behoort gecorrigeerd te worden.

Fundamenteler is dat de bevoegdheid die aan de Koning wordt opgedragen om de vergunningsvoorwaarden vast te stellen die van toepassing zijn in het kader van deze wijziging van statuten, buitensporig is, wanneer die bevoegdheid zou worden uitgeoefend "in afwijking van hoofdstuk 2 [van titel II] van deze wet".

Het is de taak van de wetgever zelf om te bepalen welke afwijkingen van de gebruikelijke vergunningsvoorwaarden hij noodzakelijk acht in het bijzondere kader van deze overgangsmaatregel.

Artikel 105

De verwijzing in het derde lid naar artikel 8, § 1, tweede lid, van het voorontwerp is onjuist en dient verbeterd te worden.

¹ *Parl.St.* Kamer 2012-2013, nr. 2872/1, 106 tot 118; in dezelfde zin, advies 54.963/2, op 22 januari 2014 verstrekt over een voorontwerp van wet 'inzake het statuut van en het toezicht op de onafhankelijk financieel planners en inzake het verstrekken van raad over financiële planning door gereguleerde ondernemingen', opmerking onder de artikelen 39 tot 40 (*Parl. St.* Kamer 2013-2014, nr. 3393/1, 57 tot 68).

Artikel 107

Artikel 107 belast de Koning met het vaststellen van de datum van inwerkingtreding van het voorontwerp op advies van de FSMA.

De prerogatieven van de wetgever zouden beter in acht worden genomen indien een uiterste datum werd bepaald waarop het voorontwerp in werking zal treden zonder dat de Koning iets behoeft te ondernemen.²

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Bernadette VIGNERON

Pierre VANDERNOOT

² *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbevelingen 154 tot 154.1.2 en formule F 4-5-2-1.